

États financiers 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

APCARS

16 RUE DE CHATEAUDUN

75009 PARIS

Siret 32073428800139

Sémaphores Expertise SA
SA au capital de 1 784 415 €
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Paris Ile-de-France

Bureau GVA : 105 avenue Raymond Poincaré • 75016 Paris • Tél. +33 (0)1 45 00 76 00

Siège social : 20/24 rue Martin Bernard • 75013 Paris • Tél. +33 (0)1 53 62 70 00 • 388 269 045 RCS Paris
Numéro d'identification intracommunautaire FR 10 388 269 045

Une société du Groupe Alpha
BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER
NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN
SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

Membre de UHY international, réseau de
cabinets indépendants d'audit et de conseil



GVA est certifié ISO 9001,
Version 2015



Membre indépendant
du Groupement Différence



www.semaphores.fr

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 (Bilan)

Sommaire

0.1	Bilan Actif	3
0.2	Bilan Passif	4
0.3	Compte de résultat	5
0.4	Bilan actif (détail)	7
0.5	Bilan passif (détail)	9
0.6	Compte de résultat (détail)	11
1	Annexe	15
1.1	Annexe Complète (Association)	16

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	52 900	52 900		124
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		52 900	52 900		124
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations corporelles	Inst. techniques, mat.out. industriels	549 479	309 265	240 214	210 206
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		549 479	309 265	240 214	210 206
Actif immobilisé	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	274		274	274
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Prêts				
		Autres	108 702		108 702	108 419
	TOTAL		108 977		108 977	108 694
Actif circulant	Total I		711 357	362 165	349 191	319 025
	Stocks et en cours		22 720		22 720	8 464
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 674 961	3 612	2 671 348	2 788 791
		Créances reçues par legs ou donations				
	Divers	Autres	29 663		29 663	97 978
	TOTAL		2 704 624	3 612	2 701 012	2 886 770
Actif circulant	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
	Divers	Disponibilités	1 277 740		1 277 740	1 171 883
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	48 885		48 885	68 132
	Total II		4 053 970	3 612	4 050 358	4 135 250
	Frais d'émission des emprunts III					
Actif circulant	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		4 765 327	365 777	4 399 549	4 454 276
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	26 429	26 429
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	980 506	962 498
	Réserves pour projet de l'entité	168 267	168 267
	Autres	30 304	30 304
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau	1 311 791	813 550
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	194 634	-8 881
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-296 405	516 248
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-296 405	
	Situation nette (sous-total)	2 220 894	2 517 300
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	11 471	12 650
	Provisions réglementées	15 463	15 463
Total I		2 247 830	2 545 414
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	84 530	62 000
Total II		84 530	62 000
Provisions	Provisions pour risques	308 833	85 000
	Provisions pour charges	224 226	266 930
Total III		533 059	351 930
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	14 251	24 466
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	209 178	141 641
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 083 940	1 139 905
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	44 469	44 984
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	182 290	143 932
Total IV		1 534 130	1 494 930
	Écart de conversion Passif V		
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 399 549	4 454 276
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		2 923
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	330	250
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	15 093	845
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	11 471 625	11 378 715
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	193 763	313 962
	Utilisations des fonds dédiés		41 312
	Autres produits	84 267	1 316
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		11 765 080	11 735 555
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	3 469 975	3 142 582
	Aides financières	23 794	23 117
	Impôts, taxes et versements assimilés	527 333	511 394
	Salaires et traitements	4 969 206	4 855 985
	Charges sociales	2 277 284	2 183 170
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	76 736	64 048
	Dotations aux provisions	312 445	319 434
	Reports en fonds dédiés	22 530	62 000
	Autres charges	380 925	77 234
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		12 060 232	11 238 968
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-295 152	496 587

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	25 587	5 725
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	25 587	5 725
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	291	389
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	291	389
2. Résultat financier (III-IV)		25 296	5 335
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-269 855	501 923
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	33 910 4 678	56 885 4 095
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	38 589	60 981
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	59 551	46 635 20
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	59 551	46 655
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-20 962	14 325
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		5 588	
Total des produits (I + III + V)		11 829 257	11 802 261
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		12 125 662	11 286 012
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-296 405	516 248
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>-296 405</i>	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

États financiers 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Comptes annuels

APCARS

Table des matières

1	Description de l'objet social de l'APCARS	1
2	Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales à réaliser	1
3	Description des moyens mis en œuvre	2
4	Faits significatifs de l'exercice	2
5	Principes et méthodes comptables	3
6	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat.....	3
6.1	Actif immobilisé	3
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
6.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture.....	6
6.2	Actif circulant	7
6.2.1	Actif circulant / Dépréciations	8
6.3	Passif du bilan	9
6.3.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice).....	9
6.3.2	Le résultat de l'exercice.....	10
6.3.3	Variation des fonds dédiés	11
6.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	11
6.4.1	Provisions.....	11
6.4.2	Précisions sur d'autres dettes	12
6.5	Compte de résultat	13
6.5.1	Les produits.....	13
6.5.2	Les charges.....	15
6.5.3	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits.....	15
7	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	15
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...).....	15
7.2	Informations relatives à l'effectif	16
8	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	16
8.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)	16

1 Description de l'objet social de l'APCARS

L'Association de Politique Criminelle Appliquée et de Réinsertion Sociale (dont la dénomination usuelle est APCARS) a été constituée par l'assemblée générale constitutive du 3 juillet 1980 sous la forme d'une association régie par la loi du premier juillet 1901 et déclarée au Journal Officiel du 18 octobre 1980.

L'APCARS apporte son soutien aux personnes confrontées à la justice (prévenus, condamnés, victimes) et aux plus démunis. L'APCARS entreprend et fait entreprendre toute initiative dans le champs judiciaire et social de nature à promouvoir l'individualisation de la réponse pénale, la prévention de la récidive, l'accès aux droits, à l'information et à l'insertion.

L'APCARS a également pour mission, dans ses activités, d'apporter son concours à la mise en œuvre des politiques pénales et sociales étatiques comme locales.

2 Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales à réaliser

L'APCARS a été créé au sein du tribunal de Paris, fin 1980, pour réaliser à titre expérimental des enquêtes sociales dans le cadre des procédures rapides de jugement. Au fur et à mesure des années, l'APCARS a diversifié ses domaines et territoires d'intervention, pour investir, en plus du domaine socio-judiciaire, les champs de l'insertion et de la réinsertion sociale et professionnelle, de l'accès aux droits, de l'aide aux victimes, de la justice restaurative, de la prévention générale.

Ainsi, aujourd'hui l'APCARS intervient dans le ressort des principaux tribunaux d'Ile de France (Paris, Créteil, Bobigny), du tribunal judiciaire de Marseille et des établissements pénitentiaires des Bouches du Rhône.

Ses activités sont de plusieurs nature :

- Socio-judiciaire : réalisation d'enquêtes avant procès (enquêtes sociales rapides, enquêtes de personnalité), suivi de personnes placées sous contrôle judiciaire (avec des dispositifs spécifiques pour les auteurs de violences conjugales) (Ile de France, Marseille) ; stages (violences conjugales, stupéfiants, achat d'actes sexuels, citoyenneté) ; groupes de parole (violences conjugales) ; prise en charge renforcée de mineurs auteurs de trafic de stupéfiants (Marseille).
- Hébergement et réinsertion de personnes sortantes de prison et sans domicile : 2 centres d'hébergement et de réinsertion sociale (Paris et Marseille) d'une capacité totale de 165 places ;
- Aide aux victimes : bureau d'aide aux victimes au tribunal judiciaire de Créteil ;
- Accès aux droits en détention : points d'accès aux droits dans les établissements pénitentiaires des Bouches du Rhône ;
- Insertion sociale : lieu d'accueil RSA à Marseille, Relai RSA au centre pénitentiaire des Baumettes ;
- Justice restaurative : service régional de justice restaurative, basé au siège de l'APCARS (Paris) et intervenant en Ile de France ;
- Prévention et sensibilisation : interventions dans des établissements scolaires du Val de Marne.

3 Description des moyens mis en œuvre

L'APCARS dispose d'environ 150 salariés et d'une soixantaine de collaborateurs ponctuels (travailleurs indépendants). L'APCARS est dirigée par un comex et un conseil d'administration. Ce Comex est pluridisciplinaire : commercial, ancien éducateur, ancien chef de service de réinsertion sociale, ancien directeur de services socio-judiciaire, président d'une association, etc. Le conseil d'administration comprend notamment des avocats, chercheurs, anciens directeurs ou chefs de services.

La direction centrale de l'APCARS comprend un directeur général, une directrice administrative et financière, une équipe de trois comptables, une gestionnaire de paie, une responsable des ressources humaines, une assistante des ressources humaines, une chargée des moyens généraux, une assistante de direction. Le siège est basé rue de Châteaudun à Paris.

Le personnel intervenant à l'égard des publics est pluridisciplinaire : travailleurs sociaux (éducateurs, assistants sociaux, conseillers en économie sociale et familiale, chargés d'insertion professionnelle, etc.), psychologues, psycho criminologues, juristes, etc.

L'APCARS appartient à différentes Fédérations et groupement d'associations, au sein desquelles elle est bien intégrée et identifiée : Citoyens et Justice (champ socio-judiciaire) ; Fédération des Acteurs de la Solidarité (Réinsertion et Hébergement) ; Association Francilienne pour Favoriser l'Insertion par le Logement – AFFIL ; Institut Français de Justice Restaurative (IFJR) ; France Victimes, Nexem (syndicat employeur).

Sur le plan matériel, les services socio-judiciaire et d'aide aux victimes sont hébergés à titre gracieux par les juridictions. Les autres services ainsi que le siège de l'association sont hébergés dans des locaux loués par l'association.

Enfin, l'APCARS est financé quasi intégralement par des fonds publics (tarification à l'acte, à la journée, au nombre de personnes suivies, etc.). Des fonds privés peuvent être ponctuellement sollicités pour la mise en œuvre d'une action, d'un dispositif particulier, mais dans une proportion très restreinte.

4 Faits significatifs de l'exercice

Ce sont déroulés au cours de l'année 2024 les faits significatifs suivants :

- Arrêt de l'activité "point d'accès au droit" à Marseille

Devant la diminution des subventions et face à l'insuffisance de financements de l'activité de conseils juridiques auprès de personnes incarcérées, le Comité Exécutif a pris la décision de cesser cette activité le 30 avril 2024.

- Modification du financement de l'accompagnement des bénéficiaires du R.S.A. à Marseille

Jusqu'alors financé par le biais de subvention, l'accompagnement des bénéficiaires du R.S.A. fait l'objet d'un marché public remporté par l'APCARS, en partenariat avec l'association CCO, pour une durée de 4 ans.

- Désignation d'un nouveau Directeur général

À la suite du départ de l'ancienne directrice générale en avril 2024, monsieur Thomas Germain a pris les fonctions de directeur général de l'APCARS le 26 août 2024.

5 Principes et méthodes comptables

L'exercice a une durée de 12 mois, allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Du règlement ANC n°2019-04 en complément des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2018-06 pour les entités gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

L'APCARS ne reçoit pas de donation ou de legs.

Le total du bilan au 31/12/2024 s'élève à **4.399.549 €**.

6.1 Actif immobilisé

L'actif immobilisé est constitué d'immobilisation incorporelles et corporelles, mais également d'immobilisations financières.

Les règlements du Comité de la Réglementation Comptable CRC 2002-10, modifié par le règlement CRC 2003-07 et CRC 2004-06, sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

Ils concernent la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs immobilisés ainsi que leurs amortissements et leurs dépréciations.

L'examen de la nature des éléments constitutifs de l'actif immobilisé de l'association et les amortissements pratiqués, nous permet de conclure que les principes adoptés antérieurement ne sont pas remis en cause par ses nouveaux principes dans la mesure où :

- L'association n'est pas propriétaire des locaux qu'elle occupe ;

- Aucun matériel ne nécessite d'être décomposé, leurs composants étant de valeur trop faible ou non significative ;
- Les biens immobilisés n'ont aucune valeur de sortie dans la mesure où ils ne sont pas cédés, mais mis au rebut en fin de vie ;
- Les amortissements des agencements, matériels et mobiliers étaient déjà calculés à partir des durées d'utilisation et non de durées d'usage.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les amortissements ont été calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, soit :

- Logiciels informatiques : de 3 à 4ans ;
- Agencements et installations : de 4 à 20 ans ;
- Matériel de bureau et informatique : de 3 à 5 ans ;
- Mobilier : de 5 à 10 ans.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentatio ns (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	52 900	-	-	-	52 900
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	234 174	53 100	-	-	287 275
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat. bur., informatique, mobilier	208 685	53 520	-	-	262 205
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	442 860	106 620	-	-	549 480
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	275	-	-	-	275
	Prêts et autres immo. financières	108 420	3 707	3 425	-	108 702
	Total IV	108 695	3 707	3 425	-	108 977
Total général		604 454	110 328	3 425	-	711 357

Les « autres immobilisations financières » regroupent les différentes cautions versées pour les baux locatifs des bureaux parisiens (CHRS Belleville, siège) et de Marseille (CHRS Athènes, Relais RSA et services judiciaires). Figurent également les cautions versées sur les baux des studios loués pour le compte des deux CHRS (Paris et Marseille).

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	52 775	125	-	52 900
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	107 530	32 283	-	139 813
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	125 124	44 329	-	169 453
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		232 654	76 612	-	309 265
Total général		285 429	76 737	-	362 165

6.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	52 775	125	-	-	-	52 900
Corporelles	232 654	76 612	-	-	-	309 265
TOTAL	285 429	76 737	-	-	-	362 165

6.2 Actif circulant

L'actif circulant est composé de créances vis-à-vis des différents financeurs, ainsi que des disponibilités regroupant les soldes bancaires et les caisses.

Les créances étaient constituées de subventions à recevoir et de la taxation des mesures socio-judiciaires réalisées par l'APCARS pour le compte des Tribunaux Judiciaires en Ile de France et à Marseille.

Le tableau ci-dessous récapitule le détail de nos différentes créances :

Tableau des créances

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			0
Autres immobilisations financières (dépôts & cautionnements)	108 702		108 702
Avances et acomptes			
Créances de l'actif circulant:			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 671 348	2 671 348	
Créances reçues par legs ou donations		0	
Autres	29 663	29 663	
Charges constatées d'avance	48 885	48 885	
Total	2 858 598	2 749 896	108 702
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les **autres créances** incluent des **produits à recevoir** pour un montant de 8.985 €.

Il figure dans **les autres créances** les stages en attente de remboursement par l'OPCO (5.559 €) et les prêts aux usagers des CHRS (6.721 €). Il n'y a plus de stock de tickets restaurant ni de décalage entre la distribution et les paie, les tickets restaurants ayant été dématérialisés fin janvier 2024.

Les charges constatées d'avance représentent des charges à rattacher à l'année 2025, réglées en 2024. Elles s'élèvent à 48.885 € au 31 décembre 2024.

6.2.1 Actif circulant / Dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	52 689	3 613	52 689	3 613
Autres	-	-	-	-
TOTAL	52 689	3 613	52 689	3 613

Il s'agit des provisions pour créances douteuses.

6.3 Passif du bilan

Le passif est constitué de :

- Fonds propres ou fonds associatifs,
- Fonds reportés et dédiés,
- Provisions,
- Dettes.

6.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	26 429	-	-	-	-	-	-	26 429
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	1 161 071	18 008	-	-		-		1 179 079
Report à nouveau	813 551	498 241	-	-		-		1 311 792
Excédent ou déficit de l'exercice	516 249	516 249	-	-296 406	-	-	-	-296 406
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	12 651			3500		4 679-		11 472
Provisions réglementées	15 464			-		-		15 464
TOTAL	2 545 415	296 405	-	3 500	-	4 679-	-	2 247 830

En 2024, l'affectation du résultat 2022 a été décidée par les autorités de tarification de nos deux centres d'hébergement, portant les réserves au montant suivant :

Pour le CHRS de Belleville :

Résultat 2022 de 8 314€, affecté à la réserve de compensation des déficits.

Etat des réserves au 31/12/24 :

Réserve propre assureur : 305 €

Réserve d'investissement : 3 864€

Réserve de compensation des déficits : 351 523 €

Réserve de trésorerie : 50 765€

Pour le CHRS Athènes

Résultat 2022 de 9 694€, affecté à la réserve de compensation des déficits.

Etat des réserves au 31/12/24 :

Réserve de compensation des déficits : 15 702€

Les réserves de compensation ont toujours été décidé par les autorités de tarification des CHRS. Elles concernent des résultats excédentaires ou déficitaires.

Le report à nouveau est augmenté ou diminué par l'affectation des résultats N-1, mais également par les charges refusées par l'autorité de tarification des deux CHRS le cas échéant.

Sont également inscrits dans un compte spécifique les résultats en attente de contrôle des tiers financeurs.

6.3.2 Le résultat de l'exercice

Il se compose de :

- 1) 83.863,60 € : résultat définitivement acquis à l'organisme ;
- 2) <380.269,19 €> : résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultats pouvant être repris par un tiers financeur »

Détermination du résultat effectif global de l'APCARS

	2023	2024
RESULTAT COMPTABLE	516 249	- 296 405
Reprise du résultat antérieur	- 17 721	
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	498 528	- 296 405
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 33 260	83 863
Dont résultat effectif du pôle judiciaire et autres services	354 874	
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	185 753	- 380 269
pour le CHRS Belleville	116 553	- 285 876
pour le CHRS Athènes	69 200	- 94 393

6.3.3 Variation des fonds dédiés

FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE:	A l'ouverture de l'exercice	Reports	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation							
- MILDECA Marseille - JRP	62 000	22 530				84 530	84 530
Contributions financières d'autres organismes							
Resources liées à la générosité du public	-	-	-			-	
TOTAL	62 001	22 530	-			84 530	84 530

6.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

6.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	85 000	308 833	85 000	308 833
Provisions pour charges	266 931		42 705	224 226
TOTAL	351 931	308 833	125 205	533 059

Commentaires sur les provisions pour risques et charges :

- Provision pour risques : litiges prud'hommes

Le prud'homme existant au 31/12/2023 s'est dénoué au cours de l'année 2024, la provision a donc été reprise. De nouveaux litiges prud'hommes se sont avérés au cours de l'exercice. Ils ont fait l'objet d'une provision pour risque évaluée par les avocats respectifs en charge des affaires.

- Provision pour charge : pour départ à la retraite

Depuis l'exercice 2016, toutes les activités de l'APCARS ont adhéré à la CCN 66, ce qui a permis d'appliquer la même méthode de calcul, selon la convention, à tous les salariés de l'association.

Le calcul se faisait à l'aide d'un fichier excel qui ne tenait pas compte d'une table de mortalité, d'un taux de rotation de l'effectif ni d'une évolution des salaires. A compte de l'exercice 2024, le calcul de la provision pour départ à la retraite est réalisé par le cabinet GVA Semaphore expertise à l'aide d'un outil dédié, TDA. Cet outil tient compte d'une table de mortalité, d'un taux d'actualisation, d'un taux de turn-over, d'un taux de croissance des salaires et d'un taux de croissance des salaires.

Un montant de 42.705 a été repris au 31/12/2024.

La provision est volontairement limitée aux salariés ayant 50 ans et plus au 31 décembre de l'année.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Convention collective : CCN 66
- Taux d'actualisation : 3.35%
- Taux de croissance des salaires : 1%
- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux de rotation du personnel : faible
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Taux de charges patronales : 55%
- Contribution employeur : 30 %
- Départ volontaire : 100 %

6.4.2 Précisions sur d'autres dettes

2.5.3.1 Les dettes financières

L'APCARS a contracté un emprunt pour un montant de 50.000 € en 2019 pour une durée de 7 ans afin de financer les travaux d'agencement et d'aménagement pour son service d'enquête de personnalité.

Au 31/12/2024 le capital restant dû s'élève à 14.251 €, soit un remboursement de 7.265 € réalisé sur l'exercice.

2.5.3.2 Les autres dettes

Elles sont composées des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales (URSSAF, retraite complémentaire, taxe sur les salaires, prélèvement à la source, cotisation OETH).

Les dettes provisionnées pour congés à payer s'élèvent à 401.931 € (hors charges sociales patronales) pour toutes les activités de l'association.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	14 251	7 264	6 987	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		209 178	209 178		
Dettes fiscales et sociales		1 083 941	1 084 941		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		44 470	44 470		
Produits constatés d'avance		182 290	182 290		
TOTAL		1 534 130	1 527 143	6 987	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 265
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6.5 Compte de résultat

6.5.1 Les produits

Le total des produits de l'association est de 11.829.257 €.

Les produits d'exploitation :

L'association trouve trois sources principales de financement qui constituent les produits d'exploitation pour un montant total de 11.765.080 € :

- Les taxations vis-à-vis des Tribunaux Judiciaires dans lesquels l'APCARS intervient (enquêtes de personnalité, les enquêtes sociales rapides, les contrôles judiciaires).
- Les contributions financières reçues viennent des participations financières des différents usagers (CHRS, stages...).
 - o Le public accueilli dans les CHRS de Belleville et d'Athènes, contribue à leur prise en charge dès lors qu'ils perçoivent des revenus. Le montant correspond à 10 % de leurs ressources financières.
 - o Les stages organisés par l'APCARS (sensibilisation à l'usage des stupéfiants, auteurs de violences conjugales, citoyenneté, sensibilisation à l'achat d'actes sexuels) demandent une participation financière des stagiaires. Les tarifications sont fixées par les juridictions.
- Il n'y a pas eu d'utilisation de fonds dédiés sur l'exercice 2024.

Les reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges pour un montant de 193.764 € concernent :

- Les indemnités de fin de carrières provisionnées au 31/12/2023 pour un montant de 42.705 € ;
- La reprise de provision prud'hommes provisionnée au 31/12/2023 pour 85.000 € ;
- La reprise de provision concernant les créances irrécouvrables pour un montant de 52.689 € ;
- Les transferts de charges pour 13.370 €. Il s'agit principalement d'indemnités d'assurance pour sinistres.

Les produits financiers :

Ils s'élèvent à 25.588 €.

Ce sont les intérêts produits au cours de l'année 2024 par les placements sur livrets.

Les produits exceptionnels :

Ils sont composés des éléments suivants :

- Produits exceptionnels sur opérations de gestion : 17.606 € ;
- Produits exceptionnels sur exercice antérieurs pour 16.305 € ;
- Produits exceptionnels sur opérations en capital : Il s'agit de la quote-part de subvention d'investissement virée au résultat pour un montant de 4.679 € provenant d'une subvention d'équipement destinée à l'aménagement de studios pour les CHRS.

6.5.2 Les charges

Le total des charges de l'association est de 12.120.074 €.

| Les charges d'exploitation :

Elles regroupent les achats, les autres charges et charges externes, les impôts et taxes, les salaires et charges sociales, les dotations aux amortissements pour un montant total de 12.060.232 €.

Ce montant inclus des pertes sur créances irrécouvrables de 375 k€. Ces pertes sont la conséquence de probable problèmes d'enregistrements et de lettrages sur plusieurs exercices

| Les charges financières :

Ce sont les intérêts liés à l'emprunt. Le montant pour l'année 2024 est de 291 €.

| Les charges exceptionnelles :

Elles sont composées de charges sur opérations de gestion pour un montant de 59.551 €.

6.5.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	21.600 € TTC	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	21.600 € TTC	

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

L'APCARS ayant un budget annuel supérieur à 150.000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50.000 €, la publication des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants est rendue obligatoire. Elles s'élèvent à 187.149 €.

7.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	29.08	
Non Cadres	122.58	
TOTAL	151.66	

8 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

Notre entité provisionne partiellement ses engagements suivants, dont les principales caractéristiques en particulier celles de leur estimation à la date de clôture ont été précisées dans la partie « provisions ».

Le montant non provisionné au passif du bilan à la date de clôture dans le respect de la permanence des méthodes s'élève à 109.227 €.